

Le Journal des décideurs

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC -N°0321 du Mardi 29 Juin 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

États-Unis • (Page 08)

Les grandes banques résistent, la Fed lève ses restrictions

La Fed avait imposé des restrictions aux grandes banques américaines il y a un an, invoquant la nécessité de ...

Salvador

Le gouvernement offre des bitcoins à la population

Le président salvadorien a annoncé vouloir stimuler l'utilisation de la cryptomonnaie qui aura cours ... • (Page 08)

Transformation locale de matières premières

• (Page 03)

Secteur informel au Togo

Les travailleurs outillés sur la domestication de l'économie

La Coordination projet Femmes de l'Union Internationale des Travailleurs de ... • (Page 02)

Changement climatique

La Banque mondiale prévoit un nouveau plan d'action

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé le 22 juin 2021, l'adoption d'un nouveau Plan d'action sur le ... • (Page 04)

ZLECAF

La BAD annonce 230 projets évalués à 208 milliards USD

Les assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) ont pris fin le 25 juin 2021 sur une ... • (Page 06)

Coopération

L'Inde ouvre son ambassade à Lomé

New Delhi et Lomé se rapprochent davantage sur divers plans. Depuis le 26 juin, l'Inde a ouvert son ambassade au Togo. • (Page 11)

Gagan Gupta mise sur le Togo



• Gagan Gupta, Directeur général d'Arise IIP

Investissements Directs Étrangers

• (Page 04)

Cimco, premier IDE au Togo en 2020



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Secteur informel au Togo

Les travailleurs outillés sur la domestication de l'économie

La Coordination projet Femmes de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation, de l'Agriculture Hôtellerie Restauration, du Tabac et des branches Connexes (UITA-Togo) a organisé un atelier sur la domestication de l'économie pour les travailleurs du secteur informel, le samedi 26 Juin 2021 à Lomé.



• Bernard AFAWUBO

Le secteur informel contribue énormément au développement économique du Togo, il est important d'outiller les acteurs pour accéder à une meilleure insertion et d'assurance d'une vie décente. C'est la raison qui sous-tend l'organisation d'un atelier sur la domestication de l'économie pour les travailleurs du secteur informel par la Coordination projet Femmes de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation, de l'Agriculture Hôtellerie Restauration, du Tabac et des branches Connexes (UITA-Togo), le samedi 26 Juin 2021 à Lomé. L'objectif de cet atelier qui a pour thème : « Economie domestique pour un niveau de vie décent des travailleurs de l'économie informelle » est d'amener les travailleurs de l'économie informelle à s'adapter aux complexités changeantes de la vie, surtout celles liées à la pandémie de Covid-19. A en croire Emilie Viho, Coordinatrice Projet Femmes UITA-Togo, les impacts du Covid-19 ont accentué les inégalités entre les hommes et les femmes à travers les types de violences et il est important que les travailleurs de l'informel

s'adaptent aux complexités changeantes de la vie. D'où l'importance de cet atelier, qui à terme permettra aux parties prenantes d'acquérir les notions sur les pratiques à adopter afin d'éviter des situations économiquement difficiles. Au-delà, il s'agit de parvenir à une meilleure insertion des acteurs dans la société et leur assurer par la même occasion, des conditions de vie plus décentes. « L'économie informelle peut être définie selon le Bureau International du Travail (BIT), comme l'ensemble des activités économiques réalisées par le "secteur non structuré". C'est donc dire, que le "secteur informel", ne l'est que par rapport aux lois et réglementations qui régissent le secteur dit « "formel et structuré" » a

indiqué Yawovi Bissilliou Alawoe, Coordonnateur Projet UITA-Togo. «Ce thème est important parce qu'actuellement au Togo, il y a la pauvreté qui grandit. Il y a les prix des produits de première nécessité qui augmentent et donc s'il n'y a pas d'économie domestique digne de ce nom, la pauvreté ne va faire que grandir et le cercle de pauvres va s'élargir. Et pour cela, il est important de développer ce thème pour que les gens puissent mieux organiser leur vie », a-t-elle expliqué Claire Que-num, Spécialiste en Genre et en Leadership. Elle a par ailleurs souligné qu'il faut mieux s'organiser et disposer d'un budget, organiser les dépenses, les recettes, les entrées de fonds afin d'arriver à faire face à la vie.



AUX DECIDEURS...
Multinationales et RSE

Partout dans le monde, on attend de plus en plus des entreprises qu'elles montrent leur engagement envers la responsabilité sociale des entreprises (RSE). C'est particulièrement le cas pour les grandes entreprises multinationales. Leur taille, leur influence et leur répartition géographique rendent cette responsabilité d'autant plus importante.

Mais, en réalité, comment les multinationales répondent-elles à la fois aux normes mondiales et aux diverses attentes locales ?

Ceci est particulièrement saillant dans certains contextes africains. De nombreux gouvernements ont élaboré des réglementations d'autonomisation pour accroître la participation des populations locales à l'économie.

Les principes mondiaux de la RSE mettent l'accent sur les droits de l'homme, la réponse aux besoins des groupes exclus et l'investissement dans le développement communautaire. Les principes qui sous-tendent le Pacte mondial des Nations Unies en sont un exemple. Un autre est le guide de responsabilité sociale publié par l'Organisation internationale de normalisation. On peut donc s'attendre à ce que les multinationales habituées à répondre aux exigences de la RSE soient proactives pour répondre aux attentes d'autonomisation locale dans les pays africains.

Mais ce n'est pas toujours le cas. Certains dirigeants d'entreprise ont souligné les liens entre les politiques d'autonomisation et leurs engagements en matière de RSE. Mais il y a aussi eu de la résistance.

Les entreprises ayant leur siège social en Europe sont plus susceptibles de s'attendre à ce que les gouvernements soient « plus engagés dans l'activité économique et sociale » que, disons, aux États-Unis. Un exemple de ceci est que les gouvernements européens ont été plus enclins à rendre les exigences de performance environnementale obligatoires pour les entreprises.

Aux États-Unis, une telle performance a été laissée davantage à la discrétion de la direction. Les origines des entreprises multinationales font une différence dans leurs réponses. Cela signifie que les réponses des entreprises aux politiques d'autonomisation locales ne seront pas uniformes, comme le supposent généralement les décideurs politiques.

Les décideurs politiques doivent reconnaître qu'il n'y a pas d'uniformité dans les approches que les multinationales adoptent en matière de RSE et de politiques d'autonomisation.

Les engagements RSE de certaines entreprises peuvent donner lieu à une approche volontariste des politiques d'empowerment locales et étatiques. Mais des engagements similaires d'autres multinationales auront en fait l'effet inverse. S'ils sont habitués à ce que la RSE soit un concept volontaire, ils peuvent résister aux politiques qui imposent des attentes d'autonomisation.

Cela signifie que les décideurs politiques doivent clarifier les objectifs et les attentes juridiques des politiques d'autonomisation. Cela devrait permettre d'éviter des zones d'ombre néfastes dans la définition des responsabilités des entreprises et de l'État. Ce type de clarté réglementaire ne doit pas empêcher certaines entreprises d'aller volontairement au-delà des attentes stipulées.

LA RSE se développe partout dans le monde mais sous des formes et à des degrés divers. Les normes que porte la RSE permettent de limiter les éventuelles dérives des activités des entreprises multinationales dont certaines ont acquis une puissance équivalente à celle des États.

Les multinationales peuvent faire jouer la concurrence entre États. Cela concerne le choix de ses pays d'implantation ou de ceux de ses filiales et sous-traitants en fonction des coûts de production (salaires mais aussi réglementations sociales et environnementales en place). C'est ce qui explique par exemple que le secteur de la mode délocalise régulièrement ses zones de production dans les pays où les salaires et les réglementations sont les plus faibles. Cela concerne aussi la fiscalité. Des secteurs entiers, à l'image des GAFA (les géants du net : Google, Apple, Facebook et Amazon) peuvent pratiquer une optimisation fiscale agressive notamment au sein de l'Union européenne, en ne payant que très peu d'impôts dans des pays où ces entreprises ont pourtant de réelles activités.

Cela concerne également les pays à faible gouvernance. Dans certains pays, il est difficile de faire appliquer certaines réglementations environnementales ou sociales. Cela est particulièrement problématique pour des secteurs comme le pétrole ou l'extraction minière, générateurs de richesses à partir de l'exploitation de ressources naturelles et dont la production a des impacts extrêmement forts sur l'environnement mais aussi sur les populations locales.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Chiffres clés	Valeur	Sources
Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Transformation locale de matières premières

Gagan Gupta mise sur le Togo

Gagan Gupta, co-fondateur et directeur général du développeur d'écosystème industriel panafricain Arise IIP, s'est donné pour mission au Togo, la transformation sur place du coton en produits finis. Dans un entretien avec le magazine fDi Intelligence, Gagan Gupta estime que, le Togo a un avantage sur d'autres pays producteurs de textiles, tels que le Bangladesh, en raison d'être moins cher, plus durable et traçable.

• Joël YANCLO

Entre 2000 et 2016, la production agricole en Afrique subsaharienne a augmenté plus rapidement que toute autre région du monde. Mais la valeur économique et les avantages pour les communautés créées par cette activité sont souvent limités par un manque de capacité locale de transformation agroalimentaire. Gagan Gupta, co-fondateur et directeur général du développeur d'écosystème industriel panafricain Arise IIP, s'est donné pour mission de changer cela. Depuis 2010, M. Gupta et ses collègues ont identifié des lacunes industrielles en Afrique pour développer, financer et gérer des zones franches dédiées à la transformation locale des matières premières. « Lorsque nous envisageons de développer une plate-forme industrielle, nous examinons chaque pays de manière très spécifique », explique au magazine fDi Intelligence M. Gupta, qui est également membre du comité exécutif d'Olam International, le conglomérat agricole basé à Singapour et présent dans 21 pays africains. « Nous examinons ce que chaque pays peut transformer et où il peut être compétitif à l'échelle mondiale. »

Le potentiel cotonnier du Togo

Arise IIP a signé un accord avec le gouvernement togolais pour développer la plate-forme industrielle Adetikopé (PIA) - un centre de matières premières et de transformation agroalimentaire situé à moins de 30 km du port à conteneurs en eau profonde de la capitale Lomé qui ouvrira ses portes en juin 2021. Installé sur un site de 400 hectares, le PIA sera entièrement alimenté par 40 MW d'énergie solaire, avec stockage, et se concentrera sur la transformation du coton et d'autres produits agricoles

du Togo, tels que le soja, les noix de karité et le teck. « Le Togo produit environ 56 000 à 66 000 tonnes de coton par an, mais tout cela est exporté brut », explique M. Gupta. « Mais si vous transformez ce coton en produits finis, tels que des vêtements ou des textiles de maison, il pourrait y avoir de 40 à 50 fois plus de valeur ajoutée possible. Cela pourrait créer une énorme quantité d'emplois. M. Gupta estime que, bien que petit, le Togo a un avantage certain sur d'autres pays producteurs de textiles, tels que le Bangladesh, en raison d'être moins cher, plus durable et traçable. Cela, dit-il, est dû à la disponibilité du coton brut, aux économies de coûts de la transformation locale et à la proximité des grands marchés en Europe et aux États-Unis. « Le Togo sera une goutte d'eau dans l'océan à travers l'industrie textile d'un billion de dollars, mais l'Afrique dans son ensemble a une chance significative de gagner des parts de marché. L'ensemble du



• Gagan Gupta, Directeur général d'Arise IIP

processus d'industrialisation peut être réalisé de manière très durable par rapport à d'autres parties du monde », ajoute-t-il.

L'offre de diversification de l'Afrique

Au milieu des inquiétudes concernant les chaînes d'approvisionnement du coton et du textile et de la pression induite par la pandémie par les entreprises pour réduire

leur dépendance à l'égard d'une zone géographique particulière, M. Gupta estime que l'Afrique est devenue une destination d'investissement encore plus attrayante. « Je pense que la pandémie forcera de plus en plus la fabrication en Afrique », dit-il, soulignant la démographie, les considérations climatiques et la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) qui a vu

le jour le 1er janvier. Alors que la ZLECAf commence à prendre forme, M. Gupta la considère « comme un voyage pour encore trois à quatre ans », au cours duquel la transformation des matières premières sera cruciale. « Vous n'échangerez pas de bauxite ou de coton brut entre les pays africains – vous avez besoin de produits à échanger », dit-il. « Si les

pays [africains] construisent la bonne infrastructure, avec les bons liens de chaîne d'approvisionnement et les bons cadres politiques, il y aura des gagnants. » Soutenu par Olam et l'Africa Finance Corporation, Arise IIP a développé la Zone économique spéciale du Gabon, le plus grand centre de transformation du bois d'Afrique centrale, en partenariat avec le gouvernement gabonais. Au-delà de PIA au Togo, elle construit désormais la Zone Industrielle de Glo-Djigbé, une plateforme agroalimentaire dont l'ouverture est prévue en décembre 2021, au Bénin, ainsi que d'autres zones franches en Côte d'Ivoire et au Tchad. Mais alors qu'Arise IIP construit des zones industrielles dédiées à travers le continent, M. Gupta réitère le besoin de coopération et de spécialisation. « Plutôt que tout le monde essaie de rivaliser dans tous les domaines, les pays devront créer des pôles régionaux axés sur les produits dans lesquels ils ont un avantage concurrentiel. »



Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Changement climatique

La Banque mondiale prévoit un nouveau plan d'action

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé le 22 juin 2021, l'adoption d'un nouveau Plan d'action sur le changement climatique qui prévoit une hausse sans précédent de ses financements pour le climat en faveur des pays en développement, dans le but de soutenir la réduction des émissions de carbone, de renforcer l'adaptation et d'aligner ses flux de financements sur les objectifs de l'accord de Paris.

• Eyram AKAKPO

Avec ce nouveau plan, qui porte sur la période 2021-2025, le Groupe de la Banque mondiale entend élargir son action, pour non plus seulement investir dans des projets « verts », mais aider les pays à intégrer pleinement leurs objectifs en matière de climat et de développement. L'adoption du nouveau plan d'action intervient également à un moment où les pays s'efforcent de sortir de la crise causée par la pandémie de COVID-19 en s'engageant sur des trajectoires durables. « Notre nouveau plan d'action s'attachera à identifier les possibilités d'atténuation et d'adaptation les plus efficaces, ce qui nous permettra d'orienter nos financements climatiques vers ces interventions prioritaires. Il s'agit à la fois d'aider les plus gros

émetteurs à aplanir la courbe de leurs émissions et d'aider les pays à s'adapter et à renforcer leur résilience face au changement climatique. Nous porterons nos financements climatiques à des niveaux records et nous nous attacherons à rechercher des solutions qui produiront un impact optimal », a indiqué le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass.

Les points clés du nouveau Plan d'action sur le changement climatique :

Accroître considérablement les financements pour le climat. La Banque mondiale est déjà la principale source multilatérale de financements climatiques pour les pays en développement. Dans le cadre de son nouveau plan, le Groupe de la Banque mondiale s'engage à



porter la part de ses financements pour le climat à 35 % en moyenne de la totalité de ses financements entre 2021 et 2025. En outre, 50 % au moins des financements climatiques de la Banque mondiale qui comprend la Banque internationale pour la reconstruction (BIRD)

et l'Association internationale de développement (IDA) seront consacrés à l'adaptation. Identifier et prioriser les opportunités d'action climatique à fort impact afin de guider les futurs engagements et investissements du Groupe de la Banque mondiale pour le climat. Un nouvel outil de

diagnostic permettra d'établir des rapports nationaux sur le climat et le développement qui aideront les pays à aligner leurs efforts sur ces deux fronts et à adopter les nouvelles technologies dans le domaine climatique, au fur et à mesure qu'elles se feront jour. Amplifier le soutien

aux pays pour accompagner la mise en œuvre et l'actualisation de leurs contributions déterminées au niveau national et de leurs stratégies à long terme conformément à l'accord de Paris ; et modifier les incitations en réduisant les subventions qui favorisent les émissions de gaz à effet de serre et en augmentant leur taxation. Le Groupe de la Banque mondiale informera régulièrement ses Administrateurs des avancées accomplies dans la mise en œuvre du nouveau plan d'action. Celui-ci s'inscrit dans la continuité des résultats obtenus grâce au premier Plan d'action sur le changement climatique adopté par le Groupe de la Banque mondiale, qui a donné lieu à plus de 83 milliards de dollars de financements pour le climat en cinq ans, dont un montant record de 21,4 milliards de dollars en 2020.

Investissements Directs Étrangers

Cimco, premier IDE au Togo en 2020

Le projet d'implantation à Lomé de la Cimenterie de la côte ouest-africaine (CimCo), filiale de la firme Cim Metal Group basée à Ouagadougou au Burkina Faso est le premier Investissement Direct Étranger au Togo en 2020, selon la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). 100 millions de dollars US sont investis au Togo par le groupe cimentier du Burkina Inoussa Kanazoé.

• Joël YANCLLO

Le Togo a connu un bond de 85% des IDE en 2020 d'après la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Dans le « Rapport 2021 sur l'investissement dans le monde » paru récemment, le Togo a enregistré une hausse spectaculaire des investissements directs étrangers. Malgré la pandémie de la Covid-19 et ses répercussions macroéconomiques importantes, le Togo a montré une résilience dans l'attrait des investissements. Rappelons qu'en 2020, avec un score de 10,83 obtenu pour l'indice Greenfield des IDE, le Togo était le premier pays au monde, par rapport à la taille de son économie, dans



l'attraction des IDE. Concrètement, les Investissements Directs Étrangers vers le Togo sont passés de près de 191 milliards FCFA (346 millions \$) en 2019 à plus de 352,5 milliards FCFA (639 millions \$) en 2020. Le pays enregistre ainsi une croissance de 85% sur l'année et se classe parmi les pays africains ayant enregistrés une hausse importante de cette

variable macroéconomique malgré la récession liée à la situation sanitaire. Au premier rang des facteurs de cette croissance importante, est le projet d'une usine de matériaux de construction d'une valeur de 100 millions de dollars annoncée par le groupe CimMetal (Burkina Faso), qui doit commencer à produire cette année. Toujours selon le rapport, un

autre investissement important réalisé en 2020 a été la nouvelle cimenterie construite par Dangote (Nigeria) pour 60 millions de dollars. Sur le plan continental, l'Afrique enregistre une chute de 16% des flux d'IDE à 40 milliards \$ en 2020 contre 47 milliards \$ en 2019. La zone ouest africaine a attiré près de 9,8 milliards \$ en 2020, 18 % de moins qu'en 2019. La récente mise en œuvre de la Feuille de route du Gouvernement 2025 constituée de projets d'infrastructures avec une ouverture aux partenariats public-privés, et la création d'un Ministère de la Promotion de l'Investissement indiquent une consolidation des niveaux élevés des flux d'IDE au Togo pour les cinq prochaines années.

Intelligence économique

Zakaria BAWA, Représentant résident du CAVIE au Togo

Le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique (CAVIE) a annoncé, lundi 28 juin 2021, la nomination de Zakaria BAWA en qualité de Représentant résident du CAVIE au Togo.

• Joël YANCLLO

Zakaria BAWA exerce comme expert en politiques publiques avec rang de Directeur à l'Ambassade des Etats-Unis au Togo. Cet ancien de l'Executive Doctorate in Public Affairs de Paris Dauphine, de Science Po Toulouse et de la Harvard Kennedy Schools est aussi en charge de la formation professionnelle au Centre africain de veille et d'intelligence économique. D'une rare discrétion, Zakaria BAWA a une expérience de terrain particulièrement recherchée sur l'ensemble du continent africain. Analyste, gestionnaire de programme, conseiller, organisateur et formateur, ses compétences organisationnelles et sa grande habileté en communication ont convaincu le Centre à le désigner pour le représenter au Togo. Le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique (CAVIE), légalisé le 03 août

2015 à Yaoundé par décision préfectorale, est une organisation non gouvernementale à but non lucratif. Le CAVIE par ses actions contribue activement à une meilleure lisibilité des marchés africains, afin de les rendre plus compétitifs, et favoriser le développement des relations commerciales. Le CAVIE a pour mission de promouvoir les bonnes pratiques de veille et d'intelligence économique en Afrique. Ceci à travers la sensibilisation de tous les acteurs et partenaires au développement économique, social et culturel africain aux enjeux de la veille et de l'intelligence économique ; la mise à disposition aux acteurs, d'informations fiables pour une meilleure lisibilité des marchés africains ; la participation à l'implémentation des dispositifs de veille sectorielle et d'intelligence économique et stratégique au sein des institutions publiques et privées en Afrique.

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Le Commissaire

Dossier suivi par : «Ousmane ILBOUDO; oilboudo@uemoa.int»
Ol/mdd
**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°002/2021/UEMOA/WACA/ResIP POUR
LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA REALISATION
DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET WACA ResIP**

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), par l'entremise de la Banque Mondiale, a lancé le Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP). Ce projet régional multi-pays dont l'objectif est de renforcer la résilience des communautés et des biens côtiers dans six (06) pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, couvre le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo. A cet égard, il vise à renforcer les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des six (06) pays bénéficiaires et à réduire les risques communs auxquels ils sont exposés, qu'ils soient d'origine naturelle ou anthropique, qu'ils soient similaires pour la totalité ou la plupart des pays ou de nature transfrontalière.
2. Dans le cadre des activités du projet, il est prévu le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP.
3. Les Termes de référence (TdR) détaillés de la mission sont joints à cet avis à manifestation d'intérêt et peuvent être obtenus aux adresses E-mail indiquées ci-après : **msimpore@uemoa.int** ou **oilboudo@uemoa.int**.
4. L'objectif général de l'évaluation à mi-parcours est d'examiner et de documenter la performance globale de l'exécution du projet et les résultats obtenus afin de conclure si le projet délivre les résultats prévus avec les ressources et les dispositifs mis en place. Cette revue examinera la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les leçons apprises et les conditions de durabilité des interventions du projet. Des recommandations seront formulées pour ajuster la mise en œuvre et la coordination afin que le projet puisse générer davantage de résultats et de changements significatifs sur la période restante
5. De façon spécifique, la mission du Consultant dans le cadre de cette étude consiste à :
 - évaluer la pertinence des interventions du projet lors de la formulation et au regard du contexte actuel ;
 - évaluer l'efficacité de l'exécution du projet en documentant les résultats obtenus et en analysant dans quelle mesure ces résultats contribuent à l'objectif de développement ;
 - analyser l'efficience du processus de l'exécution globale, y compris la performance des partenaires ;
 - analyser le degré de conformité du dispositif du projet avec les conventions légaux (accords juridiques) de l'accord de financement ;
 - évaluer l'adéquation et la performance de l'arrangement institutionnel et organisationnel en place ;
 - examiner les conditions de durabilité des résultats du projet après sa mise en œuvre et faire des recommandations ;
 - analyser les relations de collaboration/parteneriat et la perception des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
 - formuler des recommandations pertinentes basées sur des résultats crédibles afin d'améliorer les performances du projet et de permettre à celui-ci d'atteindre effectivement son objectif de développement ;
 - dégager des leçons ou enseignements tirés de la mise en œuvre qui contribueront à améliorer l'exécution du projet pour la durée restante de sa mise en œuvre et la formulation de WACA ResIP II.
6. La durée de la mission d'évaluation à mi-parcours est de 50 jours étalés sur une période de trois mois.
7. L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, agissant par l'entremise de la Commission, invite les Consultants individuels à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.
8. Les Consultants individuels intéressés, sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêts, toutes les références et tous les documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises ainsi que les informations prouvant leur capacité à exécuter les prestations précitées (références concernant l'exécution des contrats analogues, copies de pages de garde et de signature de marchés approuvés et/ou les attestations de services fait, ...).
9. La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
10. Les critères pour la sélection sont les suivantes :
 - posséder un niveau de formation universitaire minimum BAC+5 en gestion des projets/programmes, économie, ingénierie, sciences sociales, sciences environnementales ou dans tout autre domaine pertinent ... ;
 - avoir une expérience pratique d'au moins 10 ans dans la gestion / suivi évaluation des projets /programmes de développement ;
 - avoir conduit, durant les cinq dernières années, au moins cinq (5) missions d'évaluation des projets/programmes de développement financés par les partenaires multilatéraux (Banque mondiale, FIDA, BAD, BOAD, BID, UE, AFD, ...) en qualité de chef de mission ;
 - avoir conduit au moins deux missions d'évaluation à mi-parcours des projets de développement ;
 - être familier avec le contexte socioéconomique de la zone d'intervention du projet ;
 - avoir des connaissances des politiques et enjeux sur la gestion des zones côtières ;
 - avoir de bonnes connaissances des organisations régionales d'intégration.
11. A l'issue de la manifestation d'intérêt, un consultant individuel sera sélectionné par la méthode de sélection de consultants individuels en accord avec les règles et procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), de juillet 2016, mis à jour en novembre 2017 et août 2018.
12. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter : (a) **Michel SIMPORE**, Email : msimpore@uemoa.int ou (b) **Ousmane ILBOUDO**, Email : oilboudo@uemoa.int, du lundi au vendredi, de 08 H 00 mn à 13 H 30 mn.
13. Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, et fournies en trois (03) exemplaires (1 original et 2 copies marquées comme telles), peuvent être envoyées par la poste, et par courrier électronique à l'adresse suivante : commission@uemoa.int avec copie à msimpore@uemoa.int / oilboudo@uemoa.int; ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA ; 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO au plus tard ~~10 AOUT 2021~~ **à 9 heures 30 mn précises, heure locale.**
14. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10 heures 30 mn au deuxième étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000.
15. L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêts devra être scellée et portée visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP** ».

PJ : (01)

- Termes de référence

Commissaire chargé du Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Kako NUBUKPO


ZLECAF

La BAD annonce la préparation de 230 projets évalués à 208 milliards USD

Les assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) ont pris fin le 25 juin 2021 sur une note d'espoir. Dans le cadre de l'application de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), le président Akinwumi Adesina a annoncé que son institution et ses partenaires prévoient 230 projets évalués à 208 milliards de dollars dans le but d'en favoriser les perspectives d'opérationnalisation.

« Nous restons très attachés à la réussite de la Zone de libre-échange continentale africaine. C'est pourquoi la banque a accordé 4,8 millions de dollars pour soutenir la création du secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine », a-t-il dit. Abordant la relance des économies africaines, le président de la BAD a indiqué que l'impact de la crise sanitaire sur le continent est réel, à côté des résultats positifs de la mise en œuvre des 5 priorités de l'institution dénommées le « High five ». L'Afrique, a-t-il dit, a enregistré près de 190 milliards de dollars de PIB de pertes cumulées causées par la Covid-19. « Les pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu auront besoin à eux seuls de 245 milliards



● Akinwumi Adesina, président de la BAD

de dollars d'ici à 2030, tandis que l'ensemble de l'Afrique subsaharienne aura besoin de 425 milliards de dollars d'ici à 2030 », d'après Akinwumi Adesina, en poste depuis 2015. Outre le nouveau pacte de l'électricité, qui a favorisé l'accroissement de l'accès à l'électricité pour environ 20 millions de personnes sur le

continent, la BAD déclare avoir octroyé 28 millions de dollars aux Centres africains de contrôle et de prévention des maladies et prévoit consacrer 3 milliards de dollars au développement de l'industrie pharmaceutique en Afrique avec également la production de vaccin contre la Covid-19.

Bénin

Campagne de plantation des mangues de variétés Kent et Amelie

Une délégation du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), a procédé jeudi 18 Juin 2021, dans la commune d'Agbangnizoun au lancement de la première édition, de la campagne de plantation des mangues de variétés Kent et Amelie, au niveau de l'Agence territoriale de développement agricole (ATDA) pôle 5.

Selon l'Agence Bénin Presse qui donne l'information, dans son discours consacrant le lancement officiel de la campagne, la secrétaire générale du MAEP, Françoise Assogba Komla, a fait savoir aux représentants des réseaux de producteurs, pépiniéristes et producteurs de manguiers, que « la filière mangue, qui est célébrée ce jour (vendredi 18 Juin 2021), trouve sa pertinence dans la diversification des produits d'exportation du Bénin, aux côtés du coton, de l'anacarde, du karité et de l'ananas, pour contribuer à la croissance économique ». Poursuivant son speech, elle relève : « si la transformation dans le secteur agricole, constituent la base de l'économie locale, puisqu'elle occupe plus de 70% de la population, l'arboriculture fruitière, dont la mangue se positionne comme la filière locomotive du pôle Zou-Couffo, qui abrite la présente ». L'objectif est d'une part de conjuguer au passé, le spectacle lugubre des pertes post récolte énormes de mangues, dont les conséquences économiques sont importantes, et d'autre part de développer une filière mangue à l'export, couplée à une transformation locale de grande envergure, a rappelé Mme Komla. Atteindre à l'horizon 2024, 4



mille hectares de plantations Pour y arriver, souligne Françoise Assogba Komla dans les colonnes de l'Agence Bénin Presse, il va s'agir pour le Bénin d'atteindre à l'horizon 2024, 4 mille hectares de plantations, pour une production annuelle de 24 mille tonnes de mangues, de variétés Kent et Amelie, et d'en exporter 5 mille tonnes. Et pour atteindre ces résultats, des actions de renforcement de capacités sont planifiées pour accompagner les producteurs, la subvention des plants de manguiers Kent et Amelie par le gouvernement à hauteur de 60%, et six (06) 6 tricycles officiellement remis aux pépiniéristes du pôle 5. Le maire de la commune d'Agbangnizoun, Cletus Oscar Kouholi se félicite des actions d'accompagnement, dont ont besoin les producteurs de la filière mangue. « En ce jour de célébration de la Journée mondiale de lutte contre la

désertification. Le choix porté sur Agbangnizoun est une marque de considération qui est source de motivation pour nos producteurs qui s'investissent pour augmenter en quantité et en quantité les productions, malgré les différentes contraintes auxquelles ils sont confrontés », a indiqué le maire Kouholi dans des propos relayés par l'Agence Bénin Presse. De son côté, le préfet, Firmin Kouton, a avancé que les variétés de mangues Kent et Amelie, sont recherchées sur le marché international. Leur implantation ne fera qu'augmenter l'engouement des populations du Zou. Il a de ce fait demandé aux producteurs de s'intégrer massivement dans cette filière de sorte à ramener les devises au développement local. La remise de six (06) motos tricycles et la mise en terre des plants de mangues ont couronné cette activité.

Avec VivAfrik

UEMOA

Hausse de l'indicateur du climat des affaires en avril

L'indicateur du climat des affaires, qui synthétise les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), est ressorti en hausse de 0,6 point au cours du mois d'avril 2021 par rapport au mois précédent, selon les données de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Cet indicateur s'est établi à 102,2 contre 101,6 au mois de mars 2021. Selon l'institut d'émission « cette évolution traduit l'augmentation des carnets de commande et l'amélioration de la situation de trésorerie des entreprises ». Il ajoute que l'indice a progressé dans presque tous les pays de l'UEMOA et reflète la perception d'une évolution favorable de la conjoncture économique par les chefs d'entreprise. Les indicateurs d'activités ont enregistré une hausse sensible en avril 2021 par rapport à leurs niveaux du mois d'avril 2020, qui avait été marqué par les mesures restrictives prises au début de la pandémie de la Covid-19. C'est ainsi que l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce a progressé de 16,4%, sur un an, en avril 2021, après une hausse de 5,6% le mois précédent, en rapport avec l'accroissement des ventes de produits alimentaires, textiles et d'automobiles. Concernant la production industrielle, la BCEAO note qu'elle s'est renforcée avec une hausse de 12,7% au cours du mois



sous revue contre 10,7% au mois de mars 2021, en lien avec la bonne orientation des productions alimentaire, textile et pétrolière. De même, l'indice du chiffre d'affaires dans les services marchands s'est accru de 20,3% au cours du mois d'avril 2021, après une augmentation de 15,7% le mois précédent. Sur un autre registre, l'institut d'émission, sur la base des données officielles, souligne que le taux d'inflation ressortirait, en glissement annuel, à 3,1% à fin avril 2021, après une réalisation de 2,5% le mois précédent. « L'accélération du rythme de progression des prix est essentiellement imprimée par les composantes Alimentation et Logement, dont les contribu-

tions à l'inflation totale ont augmenté respectivement de 0,3 point de pourcentage et 0,2 point de pourcentage », explique la BCEAO. Selon toujours l'institut d'émission, la hausse de la composante Alimentation est en lien avec le renchérissement des prix des légumes et fruits, des tubercules et plantains ainsi que des produits de la pêche dans la quasi-totalité des pays, du fait d'un regain de la demande induit par les dépenses du mois de Ramadan. S'agissant de la composante Logement, la hausse relevée est liée au renchérissement du charbon de bois dans la plupart des pays ainsi que du relèvement des prix du gaz et du pétrole au Burkina.

Avec financialafrik.com

Bourses d'études

Partenariat entre Ashinaga Sénégal et IFAGE

Ashinaga Sénégal, bureau d'Afrique de l'Ouest de l'organisation japonaise à but non lucratif Ashinaga, et l'Institut Interafricain de Formation en Assurance et en Gestion des Entreprises (IFAGE) ont procédé, vendredi 18 juin 2021, dans les locaux d'IFAGE à Dakar à la signature d'un partenariat pour l'octroi de bourses d'études afin de renforcer leur collaboration.

IFAGE, premier institut privé d'enseignement supérieur spécialisé en assurance dans la zone CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance) s'est fixé comme mission de contribuer au développement du secteur financier des pays membres de la CIMA. L'institut propose de nombreuses formations en licence ou master telles que l'assurance l'actuariat, la Gestion des risques et la Comptabilité Audit et Contrôle de Gestion. Ashinaga Sénégal fournit un soutien éducatif, financier et émotionnel à des élèves et étudiants ayant perdu un ou leurs deux parents. Parmi ses programmes d'accès à l'enseignement supérieur, le bureau déroule un programme de leadership pour des études à l'international, l'Initiative d'Ashinaga pour l'Afrique, et un programme de soutien éducatif et pro-



fessionnel pour des études au Sénégal, « Taxawu Jàng ». Au-delà de la bourse d'études qu'ils offrent, ces derniers permettent aux étudiants de devenir des acteurs de changement dans leurs communautés. Ayant pour but commun d'apporter un soutien éducatif aux jeunes bacheliers et étudiants de l'enseignement supérieur, Ashinaga et IFAGE ont décidé de nouer un partenariat pour unir leurs forces afin

de poursuivre et atteindre leurs objectifs. Ce partenariat concerne à la fois le cofinancement de la formation des étudiants orphelins boursiers d'Ashinaga inscrits à IFAGE mais aussi le partage des valeurs entrepreneuriales, le renforcement de capacité à travers la vie associative, les activités éducatives et humanitaires des deux structures.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	130,69
Variation Jour	↓ -0,96 %
Variation annuelle	↓ -0,15 %

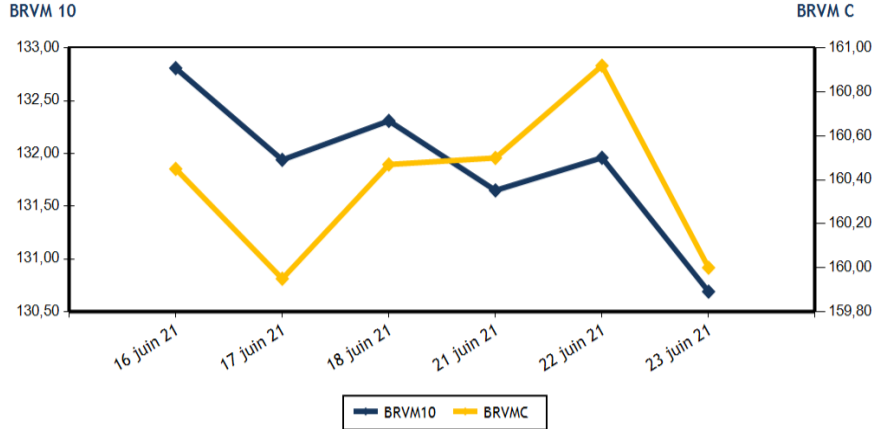


BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

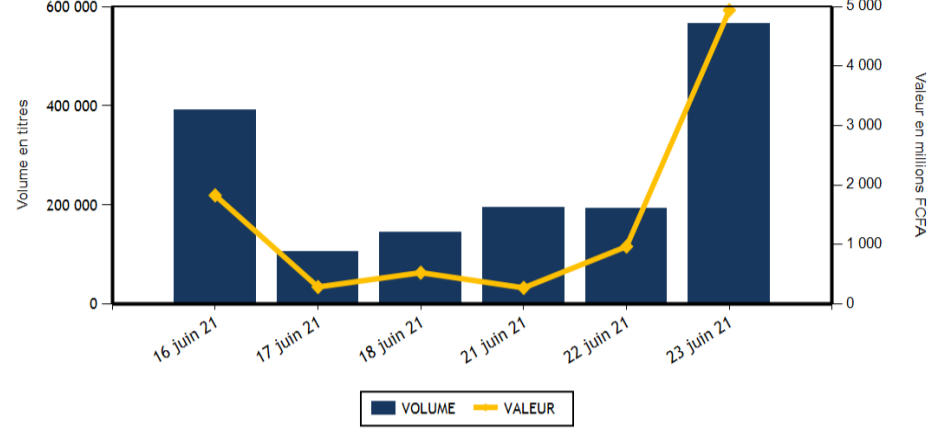
N° 119 mercredi 23 juin 2021 Site : www.brvm.org

BRVM Composite	160,00
Variation Jour	↓ -0,57 %
Variation annuelle	↑ 10,06 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 815 200 779 971	-0,57 %
Volume échangé (Actions & Droits)	85 394	-39,03 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	210 839 545	-53,52 %
Nombre de titres transigés	42	7,69 %
Nombre de titres en hausse	19	26,67 %
Nombre de titres en baisse	11	-15,38 %
Nombre de titres inchangés	12	9,09 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 617 661 774 803	0,08 %
Volume échangé	480 431	820,01 %
Valeur transigée (FCFA)	4 728 787 430	818,77 %
Nombre de titres transigés	11	57,14 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	8	60,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	480	6,67 %	159,46 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	415	6,41 %	80,43 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 000	4,17 %	100,00 %
UNILEVER CI (UNLC)	4 550	3,41 %	9,24 %
SICABLE CI (CABC)	1 315	3,14 %	30,20 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 200	-5,45 %	-13,33 %
BOLLORE (SDSC)	1 750	-2,78 %	12,90 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 575	-2,78 %	40,00 %
SMB CI (SMBC)	6 950	-2,11 %	125,65 %
SONATEL SN (SNTS)	13 575	-1,99 %	0,56 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	72,54	0,79 %	100,11 %	31 109	18 163 385	15,49
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	425,82	-1,56 %	3,74 %	25 103	135 400 785	7,24
BRVM - FINANCES	15	59,59	-0,12 %	-0,67 %	12 049	33 723 020	12,13
BRVM - TRANSPORT	2	426,43	-2,72 %	12,61 %	692	1 215 575	7,08
BRVM - AGRICULTURE	5	151,40	0,09 %	74,95 %	5 197	10 115 420	10,01
BRVM - DISTRIBUTION	7	266,59	0,21 %	17,74 %	10 597	11 742 580	16,65
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	913,07	0,00 %	164,28 %	647	478 780	4,29
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,01	
Taux de rendement moyen du marché	6,98	
Taux de rentabilité moyen du marché	9,42	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	90	
Volume moyen annuel par séance	204 538,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 172 963 258,64	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,65	
Ratio moyen de satisfaction	61,48	
Ratio moyen de tendance	1 684,16	
Ratio moyen de couverture	5,94	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	4,09	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

États-Unis

Les grandes banques résistent, la Fed lève ses restrictions

La Fed avait imposé des restrictions aux grandes banques américaines il y a un an, invoquant la nécessité de conserver du capital pendant la crise.

La banque centrale américaine a annoncé jeudi que les grandes banques américaines avaient réussi haut la main les tests de résistance, permettant la levée des restrictions imposées pendant la pandémie sur les versements de dividendes et de rachats d'actions. Concrètement, les banques comme JPMorgan Chase, Wells Fargo et Bank of America, vont pouvoir dépenser prochainement des dizaines de milliards de dollars en dividendes et rachats d'actions et ainsi faire plaisir à leurs actionnaires. «Toutes les 23 grandes banques testées disposaient de montants en capitaux bien supérieurs à ceux exigés au vu des risques», a indiqué la Réserve fédérale (Fed) dans un communiqué. Par conséquent, ajoute-t-elle, «les restrictions supplémentaires mises en place pendant le Covid vont prendre fin», le 30 juin «conformément» à ce qui avait été annoncé le 25 mars dernier.

Garder du capital

La Fed avait imposé ces restrictions il y a un an, invoquant alors la nécessité de conserver du capital pendant la crise. Elle interdisait à ces grands établissements de procéder à des programmes de rachats d'actions et plafonnait les versements de dividendes aux actionnaires. Cette mesure devait s'ache-



ver initialement fin décembre 2020. Elle avait été allégée mais prolongée dans un premier temps, jusqu'au 31 mars, puis jusqu'à fin juin. «Au cours de la dernière année, la Réserve fédérale a effectué trois tests de résistance avec plusieurs récessions hypothétiques et tous ont confirmé que le système bancaire est solidement positionné pour soutenir la reprise économique en cours», a justifié le vice-président chargé de la supervision de ces tests, Randal Quarles, cité dans le communiqué. Les tests de résistance avaient été mis en place par la loi Dodd-Frank après la crise financière de 2008. Jusqu'à la crise provoquée par la pandémie de Covid-19, ils étaient généralement réalisés qu'une seule fois par an.

Protection

L'annonce de jeudi signale une forme de normalisation après la crise survenue l'an passé en raison de la propagation du Covid-19 qui

avait paralysé non seulement l'économie américaine mais aussi l'économie mondiale. Les tests évaluent la résilience des grandes banques en estimant leurs pertes, leurs revenus ou encore leurs niveaux de fonds propres, qui fournissent une protection dans des conditions hypothétiques et sur une période de neuf trimestres à venir. Les résultats dévoilés jeudi «montrent clairement que les plus grandes banques du pays ont des bilans solides et sont restées fortement capitalisées tout au long de la pandémie», s'est félicité le directeur de la fédération représentant les banques américaines ABA, Rob Nichols. Après avoir aidé leurs clients pendant la crise sanitaire, «elles vont continuer à faire leur part pour stimuler la reprise économique en cours dans le pays», a-t-il ajouté dans un communiqué.

(AFP)

Salvador

Le gouvernement offre des bitcoins à la population

Le président salvadorien a annoncé vouloir stimuler l'utilisation de la cryptomonnaie qui aura cours légal dans le pays dès septembre.

Chaque citoyen salvadorien recevra l'équivalent de 30 dollars en bitcoins s'il ouvre un portefeuille électronique créé par le gouvernement, afin de stimuler l'utilisation de cette cryptomonnaie qui aura cours légal dans le pays en septembre, a annoncé le président Nayib Bukele. Pour avoir droit à cet argent, les Salvadoriens doivent télécharger sur leur téléphone mobile le portefeuille électronique appelé «Chivo», a indiqué Nayib Bukele dans un message télévisé jeudi. «En le téléchargeant et en vous inscrivant, vous recevrez l'équivalent de 30 dollars en bitcoins pour votre consommation», a-t-il ajouté. Selon le chef de l'État, cet équivalent monétaire en cryptomonnaies permettra de «promouvoir l'utilisation du bitcoin» et de stimuler l'économie du pays, dont la monnaie officielle est le dollar américain. Il a affirmé que, dans le pays de 6,5 millions d'habitants, «plus de 50'000 personnes utilisent déjà le bitcoin». Face aux critiques de l'opposition contre l'adoption du bitcoin comme devise officielle, qu'elle considère «non viable», Nayib Bukele a assuré que le dollar continuerait de circuler aux côtés de la cryptomonnaie. «Il y a eu une campagne un peu



• Le président du Salvador Nayib Bukele a annoncé offrir 30 dollars en bitcoins à chaque citoyen qui ouvrira un portefeuille électronique créé par le gouvernement. Secretaria de Prensa de La Presidencia/ Handout via REUTERS

sale sur la question, selon laquelle les salaires ou les retraites vont être payés en bitcoins. Ce n'est pas le cas, les salaires et les pensions continueront à être payés en dollars. «L'utilisation du bitcoin sera facultative, personne n'est obligé de recevoir des bitcoins s'il ne le souhaite pas», a-t-il insisté, soulignant que le portefeuille «Chivo» pourra être transféré en dollars sur le compte de ceux qui le souhaitent.

Connecter le Salvador avec le reste du monde

«Ce que prévoit la loi sur le bitcoin c'est de connecter notre pays avec le reste du monde, d'apporter des de-

vises étrangères, des investissements et du tourisme, et de stimuler notre économie», a encore dit Nayib Bukele, soulignant vouloir stimuler l'arrivée des utilisateurs du bitcoin dans son pays. Il a également fait valoir que, grâce aux portefeuilles électroniques en bitcoins, il sera plus facile et moins onéreux aux membres de la diaspora du pays d'envoyer des fonds à leur famille. La semaine dernière, un porte-parole de la Banque mondiale a annoncé qu'une demande d'assistance du Salvador dans sa volonté d'adopter le bitcoin comme monnaie officielle avait été rejetée.

(AFP)

Etats-Unis

Les patrons pressent Biden de faire revenir les Européens

Les frontières américaines restent fermées à cause de la pandémie, ce qui ne fait pas les affaires de l'économie.

L'économie américaine a besoin des vols transatlantiques: aux Etats-Unis, le patronat presse l'administration Biden de lever sans délai les restrictions de voyage imposées aux Européens, alors que les investissements en provenance du Vieux continent se sont effondrés de près d'un tiers l'an passé. Tandis que les pays de l'Union européenne ont décidé de rouvrir leurs propres frontières aux Américains, à condition qu'ils soient vaccinés contre le Covid-19 ou présentent un test négatif, les Etats-Unis maintiennent les leurs fermées, suscitant désormais l'agacement du monde des affaires. La Chambre de commerce américaine a pris le flambeau vendredi en fustigeant l'absence de réciprocité, et exhorté le gouvernement à autoriser le retour des voyageurs européens «dans les plus brefs délais». La reprise des voyages transatlantiques «en toute sécurité est d'une



• Dans le hall de l'aéroport JFK à New York. AFP

importance cruciale pour la reprise économique» des Etats-Unis, a justifié Marjorie Churlins, sa vice-présidente chargée des affaires européennes. Les voyageurs en provenance de l'espace Schengen, du Royaume-Uni et d'Irlande ne peuvent pas entrer aux Etats-Unis depuis mars 2020. Ce «travel ban» est également en vigueur, depuis des dates différentes,

pour l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Iran. «Les engagements commerciaux en personne et le tourisme international contribueront à stimuler la croissance économique et la création d'emplois pour les Américains à travers le pays», a plaidé Mme Churlins.

(Interconnectées)

L'ambassadeur de l'Union

européenne aux Etats-Unis, Stavros Lambrinidis, a indiqué que Bruxelles «faisait pression» pour obtenir la réciprocité, mettant également en avant les impératifs économiques. «Nos économies et nos populations sont profondément interconnectées et nos taux de vaccination sont les plus élevés au monde, il serait crucial d'ouvrir en toute sécurité ce côté de

l'Atlantique également alors que nous redémarrons tous les deux nos économies», a-t-il ajouté. Lors de la visite de Joe Biden en Europe la semaine dernière, l'UE avait, déjà, rappelé que le partenariat économique UE/ Etats-Unis constituait la plus grande relation commerciale bilatérale au monde, ne représentant pas moins de 42% du PIB mondial et du commerce mondial des biens et services. Ce qui n'a pas convaincu le président américain de précipiter le retour des Européens aux Etats-Unis. Pourtant au-delà des échanges, ce sont les énormes investissements qui sont en jeu.

Accélérer la vaccination

Mais en annualisant ces données, ces investissements sont tombés à 81 milliards de dollars en 2020 contre 120 milliards de dollars en 2019, soit une baisse de 32,5%. D'où la mobilisation de la Chambre de commerce

alors que la moitié de l'année 2021 est déjà achevée. Vendredi, lors d'une visite en France, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a exprimé l'espoir que les Européens puissent à nouveau se rendre prochainement aux Etats-Unis. «J'espère que cela arrivera rapidement. Nous le voulons vraiment», a-t-il déclaré. «J'espère que ce sera une question de semaines plutôt que de mois». Mais il a aussitôt tempéré ses propos en évoquant le variant du virus baptisé Delta, qui a d'abord émergé en Inde et circule activement dans les pays occidentaux. «Nous sommes bien sûr inquiets pour le variant Delta et suivons de près son évolution», rétorque l'ambassadeur Stavros Lambrinidis. Mais il souligne que les personnes entièrement vaccinées «sont bien protégées» contre les variants.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupe-de-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Avec de tels influx planétaires, vous pourrez aussi bien passer par une phase de chance que vous retrouvez dans une situation financière embrouillée. Tout dépendra de votre attitude et de votre vigilance.

Taureau Ne dépensez pas inconsidérément. Et surtout gardez-vous des combinaisons mirobolantes qui pourront vous faire croire que la fortune va vous sourire très vite et sans effort de votre part. Rappelez-vous que "la chance ne se donne qu'à ceux qui ne comptent pas sur elle" (Van Minh).

Gémeaux La présence de Vénus dans votre secteur argent va se traduire par la mise en lumière de votre équilibre budgétaire. Vous accorderez davantage d'importance à ce secteur et chercherez à améliorer votre situation. Dans quelques cas, cependant, des erreurs financières passées pourront se rappeler à votre bon souvenir.

Cancer Neptune, astre lié au monde du pressentiment, influencera votre secteur d'argent et formera des configurations positives avec le reste du Ciel. Vous aurez donc intérêt à délaissier la règle à calculs et à vous laisser guider par ce que vous ressentez, que ce soit pour choisir vos placements ou pour décider de vos achats.

Lion L'argent, comme c'est trop souvent le cas, sera aujourd'hui au centre de vos préoccupations. Votre action pourra se révéler féconde grâce à l'appui de la planète Pluton. Cependant, ne vous laissez pas trop envahir par les considérations matérielles : prenez quand même le temps de vivre, dès aujourd'hui même. Dites-vous bien que "l'homme est né pour vivre et non pour se préparer à vivre" (Boris Pasternak).

Vierge Les influences planétaires étant absentes de votre secteur argent, on peut considérer que votre vie financière se portera plutôt bien. Libéré d'un Mars mal aspecté qui, dernièrement, a mis vos comptes à rude épreuve, vous saurez apprécier cette accalmie et la mettre à profit pour régler vos derniers reliquats de dettes et repartir sur des bases solides, animé de bonnes résolutions. Fini les découverts sauvages et les dépenses inconsidérées !

Balance Profitez bien de cette journée pour vous attaquer à vos problèmes d'argent. Avec cet aspect de Saturne, vous gérerez vos finances avec efficacité et vous viendrez à bout des difficultés.

Scorpion Décidément, la chance sera aujourd'hui de votre côté sur le plan matériel. Certains placements à long terme commenceront à se révéler profitables. Vous aurez aussi la possibilité de réaliser une bonne opération financière. En tout cas, l'argent cherchera à entrer dans votre escarcelle, comme l'eau à couler vers le bas.

Sagittaire Attention, Mercure pourra vous souffler aujourd'hui des envies d'achats ruineuses, qui mettraient par terre tous vos efforts faits jusqu'ici. Ne cédez surtout pas aux coups de tête, prenez au moins le temps de réfléchir et de faire vos comptes avant toute opération.

Capricorne Avec cet aspect du Soleil, vous serez d'homme plus dépensier que d'habitude et risquez par ailleurs d'avoir à faire face à des dépenses imprévues. Ais tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles.

Verseau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Évitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à des problèmes d'ordre légal.

Poissons Ce sera enfin l'embellie financière, et une embellie durable ! Tous ceux d'entre vous qui avaient commencé dernièrement à rééquilibrer leur budget vont maintenant pouvoir améliorer nettement leur sort. Ceux qui ont des dettes vont pouvoir les rembourser, se remettre à niveau et, qui sait, commencer à faire des économies. Cela vous sera d'autant plus facile que vous ne serez pas d'humeur dépensier.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DE LA CONSOMMATION LOCALE

Commission chargée du Suivi de l'Exécution
du Contrat Etat Togolais-SICPA S.A



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

Communiqué Conjoint :

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale rappellent aux opérateurs économiques que les produits énumérés à l'article 2 de l'arrêté interministériel n° 005/MEF/MCIPSPT du 06 février 2017 à savoir : **eaux, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non et tabacs**, ne peuvent être offerts ni affichés à la vente et moins encore être vendus, s'ils ne comportent pas de **marque sécurisée obligatoire**.

Il leur est donc demandé de marquer, **sans délai**, tous les produits qui sont dans le champ d'application du **marquage sécurisé obligatoire entré en vigueur le 1^{er} septembre 2020**. Les produits non marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la contrefaçon.

Pour rappel, les équipements pour les lignes de production automatisée et les vignettes pour les importateurs et les petits fabricants locaux sont disponibles au siège de la Société SICPA sise à la Cité OUA en face de CI-CARE joignable au numéro 00228 22 53 59 50.

Pour la création de compte **Solution Automatisée de Marquage (SAM)** et le référencement des articles soumis au marquage sécurisé obligatoire, il est demandé aux opérateurs économiques de prendre contact avec le Point Focal SICPA à l'OTR joignable aux numéros ci-après 90 09 98 85/22 53 14 35, email : dkponor@otr.tg.

Les contrôles aux frontières et inspections aux points de ventes intérieurs débutent le **jeudi 1^{er} juillet 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Les contrevenants s'exposeront à la rigueur de la loi conformément au Code des Douanes National, au Code Général des Impôts et au Livre de Procédures Fiscales.

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale comptent sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 07 MAI 2021

Le Ministre de l'Economie et des
Finances



Sani YAYA

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et de la Consommation Locale



S.T. Kodjo ADEDZE

Journée internationale des gens de mer

Une conférence débat marque la célébration

Le ministère de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière a organisé le 25 juin 2021 à Lomé une conférence-débat en marge la journée internationale des gens de mer.

● Eyram AKAKPO

La journée internationale des gens de mer, a été célébrée le vendredi dernier à Lomé. L'édition de cette année est axée sous le thème : « Les gens de mer : au cœur des transports maritimes de demain ». Cette journée a pour objectif de rendre hommage aux gens de mer et de reconnaître leurs sacrifices et les défis auxquels ils sont confrontés dans leurs activités. Il s'agit aussi de leur démontrer la reconnaissance de toute la nation, à travers leur travail qui consiste à affronter le danger en mer pour permettre aux populations de disposer de produits halieutiques et marchands de tout genre nécessaires à leur subsistance quotidienne. Les discussions de cette conférence débat ont tourné autour de quatre sous-thème notamment « L'administration maritime



au service des gens de mer » ; « La place de la femme dans la navigation maritime » ; « Les métiers de la mer et les opportunités de formation » et « Les enjeux liés aux conditions de vie des gens de mer ». Les gens de mer travaillent dans des conditions difficiles au détriment de leur bien-être et de leur vie pour faire vivre des populations. En rappel, l'Organisation maritime internationale (OMI) a adopté lors de la conférence qui s'est tenue à Mamille en juin 2010, les amendements à la Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens

de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW). En étant désireuse qu'une reconnaissance soit exprimée chaque année aux gens de mer du monde entier, l'OMI a décidé de proclamer le 25 juin de chaque année comme étant la journée des gens de mer, en encourageant les gouvernements, les organisations du secteur maritime, les compagnies, les propriétaires de navires et toutes les parties intéressées à dûment promouvoir cette journée et à prendre les mesures pour la célébrer à sa juste valeur.

Coopération

L'Inde ouvre son ambassade à Lomé

New Delhi et Lomé se rapprochent davantage sur divers plans. Depuis le 26 juin, l'Inde a ouvert son ambassade au Togo.

Le diplomate Sanjiv Tandon a présenté ses lettres de créances au ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey. L'ouverture de cette ambassade intervient au lendemain de la signature d'un accord de prêt de 22 milliards FCFA au Togo par Exim Bank of India pour la réalisation d'un projet d'électrification de 350 localités du pays par systèmes solaires photovoltaïques. Également, l'énergéticien indien Amea Power a participé activement à la construction de la centrale solaire de Blitta inaugurée le 22 juin dernier et devra également assurer sa main-



tenance. L'implication de ces sociétés indiennes dans le développement du Togo témoigne, selon le ministre des affaires étrangères, de la coopération et des Togolais de l'extérieur, de l'excellente relation entre les deux pays. « La coopération entre nos deux pays est très dynamique dans le domaine de l'énergie,

l'industrie et l'agriculture », a tweeté le diplomate togolais. Pour rappel, de 2015 à 2019, New Delhi a accordé 11 milliards \$ de crédits à plus de 20 Etats africains. Le Togo en bénéficie dans les domaines de l'électrification et de l'agriculture.

Avec Togo First

Championnat national D1

Le champion ASKO empoche 5 millions

La saison sportive de football 2020-2021, au Togo a connu son épilogue ce 27 juin au Stade de Kégué à Lomé, avec le sacre de L'Association sportive de la Kozah (ASKO FC), qui empoche une maigre enveloppe de 5 millions FCFA.

● Eyram AKAKPO

Les jaunes et noirs de la Kozah ont réussi à conserver leur titre au bout d'un match à suspense. L'ASCK, favori sur papier a entamé la rencontre avec timidité. Malgré la légère domination du club de Mey Gnassingbé, c'est l'ASKO qui ouvrira le score à la 35ème minute par l'entremise de Ouro-Agora. La pause intervient sur le score de 1-0 en faveur de l'ASCK. A la reprise, Asko devient de plus en plus entreprenant poussant l'adversaire à faire des fautes. Ainsi à la 85ème minute l'arbitre expulsa Agbeto Ballack, poussant l'ASCK à jouer à 10 contre 11. Le coup franc



a été transformé par Tcha-kei Marouf renvoyant les deux équipes aux tirs au but. ASKO prend donc le dessus sur ASCK par 4 tirs contre 3 et devient pour la sixième fois de son histoire championne du Togo. Les jaunes et noirs repartent ainsi avec une triste enveloppe de 5

millions FCFA. Notons que la finale s'est déroulée en présence d'un public de 2000 spectateurs, autorisés par la fédération avec l'accord du gouvernement. Une première dans une saison particulière au cours de laquelle les matchs se sont déroulés dans leur quasi-totalité à huis-clos

Education

Les boursiers Fulbright célèbrent le 75e anniversaire du programme américain

Togo Fulbright initiatives et les anciens boursiers du programme Fulbright ont célébré le 75ème anniversaire dudit programme au Togo vendredi 25 juin 2021 à l'auditorium de l'université de Lomé. L'événement a connu la participation de l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo, Eric Stromayer.

Plus grand programme américain avec l'Afrique, principalement conçu pour renforcer les universités africaines par une formation de haut niveau, Fulbright a été crée par le sénateur américain William J. Fulbright en 1946 pour accroître les échanges éducatifs internationaux entre les Américains et les citoyens de plus de 150 pays dans le monde. Les derniers chiffres disponibles indiquent plus de 400000 boursiers bénéficiaires. La bourse Fulbright permet aux étudiants de poursuivre leurs études en master et doctorat aux États et leur donne les opportunités d'avoir des contacts avec de grandes personnalités et de renforcer leurs capacités et potentiel culturels. Ce programme fait également des dons en offrant des outils informatiques aux lycées, des tables, paiements de scolarité et autres à des élèves en diffi-



culté. La célébration vendredi à Lomé a été une occasion pour les organisateurs d'honorer avec des cadeaux symboliques les représentants des institutions dont l'université de Lomé et l'ambassade des États Unis au Togo. Le programme exerce dans plusieurs domaines d'activités de recherche, de lettres, sciences, agronomies, économies. L'inscription aux bourses pour l'année 2022-

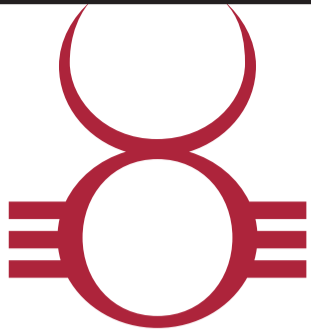
2023 se poursuit sur le site de Fulbright. Devenir bénéficiaire du programme signifie entrer dans une communauté diversifiée d'individus accomplis. Il existe de nombreuses façons de rester impliqué dans les associations de Fulbright ; l'université de Lomé invite par là tous les participants à découvrir ce programme pour mieux servir l'institution et le Togo.

Avec radio Lomé

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata


BOAD

 BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

PUBLI REPORTAGE
INAUGURATION DE LA PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADÉTIKOPÉ (PIA)

Le 6 juin 2021, SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République togolaise a procédé à l'inauguration de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA). La cérémonie a réuni un parterre de personnalités et d'invités de marque dont Monsieur Serge EKUE, Président de la BOAD.

En droite ligne avec la vision exprimée dans son plan stratégique 2021-2025 (DJOLIBA), la BOAD a approuvé, lors de son Conseil d'administration, en date du 26 mai 2021, un prêt d'un montant de 20 Milliards FCFA pour le financement partiel d'un projet de création et exploitation d'un parc industriel et logistique par la société Plateform Industrial Adétikopé (PIA) SAS.

D'une superficie de 132 ha, comprenant notamment une zone industrielle de 45 ha et un parc logistique de 22 ha, la création de cette plateforme répond à la volonté des autorités togolaises à moderniser de manière structurelle les secteurs clés de développement au Togo.



Site de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA)



« A travers notre appui à la création de la plateforme industrielle d'Adétikopé, nous encourageons des investissements visant à créer des connexions entre l'industrie et l'agriculture, en soutenant des capacités régionales ou nationales de fabrication ou de transformation de même que l'implantation d'usines destinées à la fabrication de produits couramment utilisés dans l'agriculture, notamment les engrais, les produits phytosanitaires agréés au plan écologique, les petits matériels agricoles ».

Serge EKUE
Président BOAD



Vue partielle du bâtiment principal

Vue d'ensemble de PIA

Cas du Projet de création et exploitation d'un parc industriel et logistique par la société Plateform Industrial Adétikopé (PIA) SAS au Togo.

Les objectifs de développement ciblés par le projet au cours de sa mise en œuvre et son exploitation sont :

- ① Au niveau de la contribution au renforcement au niveau de la capacité de traitement des marchandises
 - Augmentation de 150 000 EVP au niveau de la capacité de manutention des conteneurs et des marchandises ;
 - Aménagement d'un parking gros porteur d'une superficie de 11ha pouvant accueillir 500 camions.
- ② Au niveau de la lutte contre la pauvreté par la création d'emplois
 - 12 500 emplois directs permanents et temporaires
 - Au moins 750 emplois indirects et induits seront générés.
- ③ Au niveau de la lutte contre la pauvreté par la création de richesse additionnelle : contribution à la création d'au moins 6 000 M FCFA de valeur ajoutée indirecte et induite.

